

Le budget—M. MacEachen

GOUVERNEMENT DU CANADA

État sommaire des opérations⁽¹⁾

	Budget Novembre 1981			Budget Juin 1982	
	1980-81	1981-82	1982-83	1981-82	1982-83
	(En millions de dollars)				
Opérations budgétaires					
Recettes	45,398	54,310	64,960	53,765	58,550
Dépenses	-58,066	-67,650	-75,450	-66,700	-78,100
Excédent ou déficit (-)	-12,668	-13,340	-10,490	-12,935	-19,550
Opérations non budgétaires					
Prêts, apports en capital et avances	-523	-650	-850	-1,335	-700
Comptes pour fins déterminées	2,781	3,720	3,550	3,285	1,065
Autres opérations	293	495	1,205	2,645	2,085
Ressource ou besoin (-) net	2,551	3,565	3,905	4,595	2,450
Besoins financiers (opérations de change exclues)	-10,117	-9,775	-6,585	-8,340	-17,100
Total des dépenses⁽²⁾	58,589	68,300	76,300	68,035	78,800
Pourcentage de croissance	13.0	16.6	11.7	16.1	15.8
Pourcentage du PNB	20.1	20.6	20.2	20.5	22.0
Dépenses au titre des programmes⁽³⁾	47,902	53,605	59,535	52,965	60,935
Pourcentage de croissance	10.6	11.9	11.1	10.6	15.0
Pourcentage du PNB	16.4	16.2	15.7	16.0	17.0
Recettes budgétaires					
Pourcentage de croissance	16.6	19.6	19.6	18.4	8.9
Pourcentage du PNB	15.6	16.4	17.2	16.2	16.3
Déficit budgétaire					
Pourcentage du PNB	-4.3	-4.0	-2.8	-3.9	-5.4
Besoins financiers (opérations de change exclues)					
Pourcentage du PNB	-3.5	-3.0	-1.7	-2.5	-4.8
PNB (milliards de dollars)	291.9	330.8	378.5	331.3	358.9

⁽¹⁾Pour que les chiffres soient comparables, les recettes budgétaires et les dépenses de 1980-81 et 1981-82 ont été rajustées comme si Postes Canada avait été une société de la Couronne pendant toute cette période. Ces rajustements n'ont aucun effet sur le déficit budgétaire et les besoins financiers.

⁽²⁾Dépenses budgétaires plus prêts, apports en capital et avances.

⁽³⁾Total des débours, frais de la dette publique exclus.

LE CHEMIN DE LA REPRISE

M. MacEachen: Briser l'inflation, rétablir la confiance, créer des emplois, limiter l'accroissement du déficit, tels sont les buts du programme d'action que le gouvernement propose aux Canadiens.

La récession nous oblige à faire face aux réalités. Un trop grand nombre d'entre nous, d'une façon ou d'une autre, retiennent trop du système économique depuis trop longtemps. Nous en souffrons tous. Nous devons maintenant en retirer moins pour permettre à l'économie de se redresser.

Même dans les circonstances les plus favorables, la reprise prendra du temps. De plus, le gouvernement ne peut suffire à la tâche à lui tout seul.

D'aucuns disent que le gouvernement devrait imprimer plus de billets de banque. Certains déclarent qu'il devrait laisser le déficit s'accroître.

Cependant, cela conduirait à un échec pitoyable. L'inflation et le chômage empireraient. Les taux d'intérêt monteraient encore plus. Le Canada ne serait plus compétitif sur les marchés mondiaux. La reprise serait repoussée à plus tard.

D'autres encore préconisent que le gouvernement règle la vie économique de chacun dans ses moindres détails, fixe tous les prix et impose toutes les hausses de rémunération.

Mais est-ce bien ce que veulent les Canadiens?

A nous de choisir: d'un côté, le chemin de la reprise; de l'autre, une récession encore plus profonde ou une économie contrôlée.

Le gouvernement a indiqué la voie de la reprise, mais il ne peut à lui seul faire bouger le Canada. Nous devons nous attaquer à cette tâche ensemble.

C'est la raison pour laquelle le Premier ministre a proposé de rencontrer les Premiers ministres des provinces cette semaine et de solliciter leur appui et leur participation au plan d'action que j'ai annoncé ce soir.

C'est la raison pour laquelle le gouvernement cherchera à consulter les entreprises et les travailleurs sur la mise en œuvre de la stratégie visant à juguler l'inflation et à rétablir la croissance économique.